

RITUELS DE NOMINATION ET DE DÉFÉRENCE QUOTIDIENS DES MEMBRES DU SOMMET DE L'ÉTAT AU GABON¹

Placide ONDO

Laboratoire de Sociologie (LABSOC)

Maitre de Conférences

Université Omar Bongo

&

Adrien ONDO ESSONO

Assistant

Laboratoire de Sociologie (LABSOC)

Université Omar Bongo

Résumé :

Le comportement d'exposition des membres influents de l'Etat, dans les situations quotidiennes et leurs interactions, dont les patronymes sont assortis d'un statut identificatoire ou d'une préséance statutaire, se justifie par la syntonisation, par l'entremise de l'Etat, entre l'institution des actes de nomination et leur ritualisation. Et ce d'autant plus que les patronymes, dont sont porteurs ces hauts dignitaires, sont assortis de préséance statutaire, aussi bien dans les interactions que dans les situations quotidiennes avec les populations. Ces rituels de nomination des mandataires (du sommet) de l'Etat au Gabon, associés à toutes les prérogatives de préséances (posture, maintien, hauteur, distinction, tenue, véhicule, escorte, etc.), constituent son appareil, sa symbolique du pouvoir, la possession des marqueurs objectifs de déférence. Les sociologies goffmanienne de l'ordre de l'interaction et bourdieusienne de l'ordre étatique de nomination ont permis à la fois, à l'aide de l'agir rituel, de prolonger et de renforcer nos objets, circonscrits autour des opérations de nomination dans la lutte des classements. En effet, par la nomination officielle, l'Etat assigne des places et des fonctions, toutes aussi officielles, c'est-à-dire publiques et reconnues de tous. Ce sont ces multipositions qui sont au cœur de la mise en scène et des arrangements de scène, et dont l'enjeu est le monopole du nom, comme acte de pouvoir symbolique : nom vu et reconnu bien classé, en tout lieu et en tout temps.

Mots clés : Gabon, Etat, Fraction dominante, Rituel, Nomination-Déférence, Classement.

*Daily rituals of naming and deference among members of the state's highest leadership in
Gabon*

Abstract:

The self-presentation of influential state figures whose names are linked to an identifying status or rank-based precedence during everyday situations and interactions is explained by the alignment, mediated by the State, between the institution of appointment acts and their ritualization. This is particularly true given that the names borne by these high-ranking officials carry status-based precedence, both in interactions and in daily encounters with the general

¹ Le présent article revisite le texte de P. Ondo, « Dramaturgie sociale et lutte des classements à Libreville », pour mieux recentrer la complémentarité théorique de P. Bourdieu et E. Goffman, autour de la notion de rituel - qui discrimine entre le caractère scénique des pratiques et leurs principes de classement - souvent vue, mais peu remarquée.

public. The rituals surrounding the appointment of Gabon's top state officials coupled with all the associated prerogatives of precedence (posture, bearing, stature, distinction, attire, vehicles, escorts, etc.) constitute the State's pomp, its symbolism of power, and the possession of objective markers of deference. Goffman's sociology of interaction order and Bourdieu's sociology of the state order of appointment have made it possible through the lens of ritual action to expand upon and reinforce our research focus: the processes of appointment within the "struggle over classification." Indeed, through official appointment, the State assigns positions and functions that are equally official that is, public and universally recognized. These multiple positions lie at the heart of the staging and "stagecraft" involved; the ultimate stake is the monopoly over the name as an act of symbolic power a name seen and recognized as highly ranked, in any place and at any time.

Keywords: Gabon, State, Dominant fraction, Ritual, Appointment-Deference, Classification.

Rituales cotidianos de nominación y deferencia de los miembros de la cúpula del estado en Gabón

Resumen:

La autopresentación de figuras estatales influyentes cuyos nombres están vinculados a un estatus identificativo o a una precedencia basada en el rango durante situaciones e interacciones cotidianas se explica mediante la alineación, mediada por el Estado, entre la institución de los actos de nombramiento y su ritualización. Esto es especialmente cierto dado que los nombres que ostentan estos altos funcionarios conllevan una precedencia basada en el estatus, tanto en las interacciones como en los encuentros diarios con el público en general. Los rituales que rodean el nombramiento de los altos funcionarios del Estado gabonés junto con todas las prerrogativas de precedencia asociadas (postura, porte, estatura, distinción, vestimenta, vehículos, escoltas, etc.) constituyen la pompa del Estado, su simbolismo de poder y la posesión de marcadores objetivos de deferencia. La sociología del orden de la interacción de Goffman y la sociología del orden estatal de nombramiento de Bourdieu han permitido a través de la lente de la acción ritual ampliar y reforzar nuestro enfoque de investigación: los procesos de nombramiento dentro de la "lucha por la clasificación". En efecto, mediante el nombramiento oficial, el Estado asigna cargos y funciones que son igualmente oficiales; es decir, públicos y universalmente reconocidos. Estas múltiples posiciones se sitúan en el centro de la puesta en escena y la "escenificación" implicadas; lo que está finalmente en juego es el monopolio sobre el nombre como acto de poder simbólico: un nombre percibido y reconocido como de alto rango, en cualquier lugar y momento.

Palabras clave: Gabón, Estado, Fracción dominante, Ritual, Nombramiento-Deferencia, Clasificación.

Introduction

Au Gabon, on est rempli d'admiration devant les marques de considération des masses populaires envers l'élite bureaucratique-politique. Ses parades de déférence² trouvent quelque peu leur source devant l'attente courtisane des populations de voir la « façade personnelle », de sa fraction dominante, l'accompagner aussi bien dans les rencontres publiques que privées. En effet, dans ces lieux de contact interactionnel, les multifonctions officielles, auréolées de titres de crédit et de croyances fonctionnent comme une sorte de curriculum vitae social. Elles rendent visible la position sociale occupée que les « rites statutaires »³ se chargent de valider. Et même, aux dires de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot (1997. p.30) « dans ces rites de présentation, le seul nom de la personne suffit, sans qu'il soit besoin de lui adjoindre la description de ses fonctions. Le patronyme condense en effet tous les types de capitaux ».

Toutes ces occasions sociales - qui selon M. Abélès (1990. p.242) « différencient entre elles des catégories d'individus en relation avec [...] les rapports de domination et de subordination qui existent de fait entre les hommes » - nous plongent de plein droit dans l'activité rituelle⁴. C'est dire que les patronymes dont s'affuble⁵ cette minorité étatico-bureaucratique - et qui condensent leurs titres de crédibilité - indiquent qui elle est, la position qu'elle occupe dans l'espace positionnel des places et des classements assignés aux uns et aux autres. Autrement dit, ce sont-là des marqueurs, mieux, des condensateurs de la surface de sociale ou, pour faire un clin d'œil à L. Boltanski (1973. P.3), « de la multipositionnalité des membres de la classe dominante ».

² La déférence est « un composant symbolique de l'activité humaine dont la fonction est d'expliquer à un bénéficiaire l'appréciation portée sur lui, ou sur quelque chose dont il est le symbole, l'extension ou l'agent ». Voir E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, 240p.

³ Pour Goffman, les marques les plus saillantes de la déférence sont les prosternations, les salutations, les compliments et les excuses. Tous ces rituels d'accès ou de ratification qui rythment la vie sociale sont appelées « rites statutaires ». Cf. E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, 240p.

⁴ Pour P. Bourdieu, « les sciences sociales doivent prendre en compte le fait de l'efficacité symbolique des rites, c'est-à-dire, le pouvoir qui leur appartient d'agir sur le réel en agissant sur la représentation du réel ». Cf. P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, 423p.

⁵ A Libreville, les agents privilégiés des strates politico-administratives, dans les situations sociales, se font appeler Monsieur le Directeur, Monsieur le Haut Représentant... et revendiquent que leurs patronymes soient « revêtus » dorénavant de ces titres distinctifs. Ce qui fait dire à P. Bourdieu que « la polyonomasie, c'est-à-dire la pluralité des noms, prénoms, sobriquets qui sont attribués aux mêmes agents est [...] la trace visible des luttes pour le pouvoir de nommer ». Voir P. Bourdieu, « espace social et genèse des "classes" », *ARSS*, Vol. 52-23, 1984, pp.3-14.

Cette production rituelle n'a pas pour visée le caractère performatif du rituel, manifester ou consacrer une différence. Ainsi ne s'agit-il pas que de la construction des écarts différentiels. Ce qui voudrait dire uniquement, vu sous cet angle, que pour M. Abélès (art.cit), « le rite [aurait] la capacité [que] d'instituer, d'introniser, d'investir en produisant des distinctions, des oppositions, des hiérarchies ». Alors que, l'agir rituel recouvre aussi la reconnaissance, comprise dans le cadre de la validation mutuelle des positions revendiquées et attribuées⁶. Ainsi l'agir rituel s'actualise-t-il quotidiennement, d'un côté, dans ce que E. Goffman (1974, p.3) dénomme « les rites d'interaction » et, de l'autre, dans ce que P. Bourdieu (1982, p.122) appelle « les rites de nomination ». Nous entreprenons de retrouver ici, donc à partir de l'assiette rituelle, une connivence peu soulignée entre P. Bourdieu (op.cit.) et E. Goffman (op.cit.).

C'est cette double objectivation d'A. Le Goff, (2012. p.375), « l'ordre social, présenté en tant qu'ordre rituel », qui fait l'objet de la présente contribution. Celle-ci vise à montrer que la vie sociale et politique gabonaise est une scène où se déploie les rites symboliques d'exhibition, de célébration et de consécration de la fraction dominante de la classe étatico-politique. Cette posture, qui articule l'attirail théorique de E. Goffman (op.cit.) et de P. Bourdieu (op.cit.), convoque l'espace urbain comme celui des gestes quotidiens codifiés et classés qui définissent la place qu'y occupent les différents agents, mais aussi comme le lieu où leurs jeux d'apparence, selon l'heureuse expression de S. Pasquier, (2003. p.400), « portent la livrée du rituel ».

Notre analyse portera, d'une part, sur les moyens symboliques qui font de l'Etat l'agent structurant des positions sociales, notamment les actes officiels de nomination, où ce dernier donne à l'agent nommé une « perspective », c'est-à-dire un titre, symbole de sa valeur et de sa définition institutionnelle. D'autre part, elle montrera, qu'à partir de ces opérations de nomination, s'ajoute un autre processus que F. Jobard, (2012. p.389) nomme : « une opération d'universalisation. Pour être reconnus à l'échelle d'un territoire comme dépositaires d'une force légitime, les titulaires du capital de force monopolisé sont peu à peu séparés du monde ordinaire ; leur apparence brute est travestie ». Nul sans

⁶ Pour une lecture serrée sur les débats contemporains de la théorie de la reconnaissance : approche identitaire de la reconnaissance (A. Honneth), approche statutaire de la reconnaissance (Fraser) et « l'approche goffmanienne de la gestion de la coprésence [comme] figure de la reconnaissance ». Voir A. Le Goff, « identité, reconnaissance et ordre de l'interaction chez Erving Goffman », in Erving Goffman et l'ordre de l'interaction, Amiens-CURAPP, Paris-IMM, 2012, pp. 373-392.

doute n'a su offrir des *signum auctoritas* ou, si l'on préfère, des instruments de perception et de reconnaissance de l'appareillage symbolique à ses membres privilégiés que l'Etat (décor, protocole, tenue, médailles, écharpes, véhicules, style de vie etc.). Ce que le présent propos s'attèlera enfin à objectiver, à travers une double médiation. Une uniformisation médiatique, selon O. Voirol, (2005. p.19), « de l'élargissement de l'horizon de visibilité » et celle quotidienne, dans l'espace physique structuré, à travers un entre-soi dans les lieux de distinction et un entre-les-deux dans les milieux de convivialité, où le plus grand écart différentiel se manifeste dans la plus grande proximité.

De manière brève, ces symboles statutaires, dont sont auréolés les membres haut placés ou classés de l'Etat, procèdent d'une double scénarité : 1) celle par laquelle :

L'Etat institu[e], par la magie de la nomination officielle, des identités sociales socialement garanties [c'est-à-dire] en énonçant avec autorité ce qu'un être, chose ou personne, est en vérité dans sa définition sociale légitime, ce qui est autorisé à être, ce qui est en droit d'être, l'être social qu'il est en droit de revendiquer, de professer, d'exercer (P. Bourdieu. 1993a. p.58).

C'est-à-dire celle consistant à être connu et reconnu de tous, être vu et en vue, et qui commande le respect, l'admiration, la considération et, comme le rappelle E. Goffman⁷, « au point de se voir impartir une espèce de sacralité qui se manifeste et se confirme à travers d'actes symboliques » Et, 2) celle de la recherche effrénée des marqueurs de position et de distance sociales, à l'aune de l'espace social des goûts et styles de vie socialement classés et hiérarchisés (résidences, vacances, mariages, loisirs, dîners, cocktails, enterrements etc.).

Ainsi cet ensemble de rituels participe-t-il de la lutte des classements, une façon quelque peu impertinente d'objectiver la lutte des classes sur le créneau des symboles, grosso modo du rituel – terrain pas souvent essarté par les grilles théoriques dominantes sur le sujet. C'est donc une lutte pour le monopole du pouvoir de nommer, comme acte de pouvoir symbolique. C'est-à-dire comme un opérateur des classements. La nomination classe le nommé, lui assigne une place, le distingue des autres et l'inscrit dans l'ordre positionnel. Autrement dit, la nomination est pleinement agissante parce qu'elle est

⁷ Dans leur ouvrage collectif, D. Cefaï et L. Perreau indiquent que Goffman, dans son objectivation des rencontres et des rassemblements, avait continué le projet initié par l'un de ses maîtres (William Lloyd Warner), en « montrant comment les barrières de classes se reflétaient dans les rites d'interaction ». Voir D. Cefaï, L. Perreau (dir.), Erving Goffman et l'ordre de l'interaction, Paris, CURAPP-ESS/CEMS-IMM, 2012, 466p.

portée par un pouvoir reconnu (l'Etat qui lui confère sa force). Ce qui permet de prendre la pleine mesure du pouvoir de nommer au substrat des rites ou, si l'on veut, de comprendre, par une paraphrase de P. Bourdieu (op.cit.), ce que nommer veut dire : il ne s'agit pas de désigner une réalité, mais avant tout de la produire socialement.

1. Institutionnalisation⁸ des rituels de nomination et de déférence

« *La capitale de la République est Libreville* ». Cette disposition de la loi constitutionnelle⁹ consacre Libreville comme ville du partage institutionnel du pouvoir sur les pouvoirs. Ce statut est objectivé par la concentration à Libreville de toutes les institutions constitutionnelles (présidence de la République, Assemblée nationale, Sénat, Cour constitutionnelle, Conseil national de la communication, Conseil économique et social). S'y trouvent également les représentations diplomatiques et les états-majors des forces armées, les autres villes du Gabon n'exercent ce pouvoir institutionnel que par délégation, dans la mesure où chaque ville fait partie d'une localité administrative nommée « province »¹⁰ et placée sous l'autorité d'un Gouverneur dont la tutelle est le ministère de l'intérieur.

L'autre écart différentiel, séparant les habitants de Libreville de ceux d'autres villes ou, plutôt, de ceux des villes des autres provinces, c'est la consécration, comme indiqué supra, de Libreville comme la capitale du Gabon. En effet, l'acte d'institution est ici de portée diacritique, dans la mesure où il introduit, comme par décret, une discontinuité décisive dans la continuité entre les provinces de l'espace Gabon :

La capitale est, sans jeu de mots, le lieu du capital, c'est-à-dire le lieu de l'espace physique où se trouvent concentrés les pôles positifs de tous les champs et la plupart des agents qui occupent ces positions dominantes : elle ne peut donc être pensée adéquatement que par rapport à la province (et le "provincial") qui n'est rien d'autre que la privation (toute relative) de la capitale et du capital (P. Bourdieu. 1993b. p.254).

Libreville devient alors le lieu de résidence de ceux qui occupent les fonctions sommitales de l'Etat, tandis que les autres provinces sont les résidences des agents

⁸ On peut tout aussi bien emprunter à Goffman la notion d' « arrangement », tirée de son ouvrage, *l'arrangement des sexes*, pour indiquer, à l'instar du genre étudié, que les opérations de nomination de même que leur ritualisation sont des construits sociaux. Et à ce titre, elles imposent des rôles statutaires qui montrent comment les acteurs élaborent des stratégies et adoptent les comportements qui leur sont liés.

⁹ Titre 1^{er} de la loi constitutionnelle gabonaise.

¹⁰ Le Gabon compte 9 provinces : L'Estuaire, le Haut-Ogooué, le Moyen-Ogooué, la Nyanga, l'Ogooué-Ivindo, l'Ogooué Maritime, le Woleu-Ntem, l'Ogooué Ivindo et le Ngounié.

chargés d'exécuter ces fonctions¹¹. Mais à vrai dire, ces divisions sociales objectivées dans l'espace physique habité, en l'occurrence capitale/province, tendent à se retraduire dans les structures cognitives et dans le langage sous la forme des principes de division ou de classement. C'est-à-dire, comme système de schèmes de perception et d'appréciation ou de jugement : librevillois-civilisé/provincial-villageois-broussard, chic-distinction-aisance/négligé-vulgaire-grossier-commun, en haut-grand-noble/en bas-petit-populaire, digne/indigne, instruit-cultivé-intelligent/ignorant-inculte-bête, blanc-lumière-civilisé/noir-obscureté-sauvage, etc...

C'est ainsi dans des expériences quotidiennes où il faut mobiliser ce « cadre primaire », au sens goffmanien¹², on entend très souvent dire : « *c'est vous qui connaissez, vous les gens de Libreville* ». Ou bien cette autre remarque dans les interactions, pour signifier à un coprésent son manque de discernement : « *pourquoi raisones-tu comme un villageois* ». Mais cet écart matériel et symbolique de la capitale (Libreville) et de ses régions, qui organise l'espace social, s'accomplit également à partir des mouvements et des déplacements du corps que les distances sociales, comme dit P. Bourdieu (1993. p.255) « converties en structures spatiales, et ainsi naturalisées, organisent et qualifient socialement comme ascension ou déclin. C'est ainsi que pour tout agent social, travailler à Libreville est synonyme de montée, d'avancée, d'élévation, d'aisance, tandis que vivre et travailler en province renvoie à la descente, la régression, l'abaissement, la privation¹³.

¹¹ Redisons-le, l'antonymie capitale-province, loin d'être qu'une opposition géographique, voire une démarcation territoriale, est aussi et avant tout une césure, une frontière sociale. La capitale, c'est le lieu des cercles, des clubs sélects, des instituts, du parlementarisme, des commissions, des membres des grands corps de l'administration et des dirigeants des grandes entreprises économiques et bancaires, des écoles de pouvoir (ENM, ENA, IEF, etc.). Tandis que la région ou encore la « 'province' » peut être définie par la distance économique et sociale (et non géographique) au « 'centre' », c'est-à-dire par la privation du capital (matériel et symbolique) que concentre la capitale ». Cf. P. Bourdieu, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région. », *ARSS*, Vol. 35, 1980, pp. 63-72. Autrement dit, la région est alors un espace stigmatisé, tant par la distance spatiale aux biens et aux pouvoirs, que par la domination symbolique de la capitale à son endroit. Domination qui tire également sa veine des stratégies de *numerus clausus* dont elle (la capitale) s'entoure pour s'assurer le monopole légitime de la fabrication de l'élite. Elle contrôle ainsi sa propre rareté, tout d'abord par la reproduction de sa propre rareté.

¹² Voir E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991, 573p.

¹³ L'ensemble des agents travaillant en province veut une mutation à Libreville, capitale des opportunités, des bonnes fréquentations, des partenaires compatibles : (« monter à Libreville »). Chacune des stratégies agiellles aura pour but de tirer parti ou profit de son capital social dans ce sens. Car les hommes connus et reconnus (les « nobles ») habitent la capitale. Cela est d'autant plus vrai que, dernièrement, le président de la Transition au Gabon, Brice Clotaire Oligui Nguema, exigeait - parce que regardés aujourd'hui comme des espaces déclassés, stigmatisés - de ses ministres dorénavant des vacances dans leurs provinces.

1.1. Ordre étatique et pouvoir de nomination

Les opérations de nomination aux fonctions politico-administratives jouent un rôle primordial dans la distribution en paliers des différentes formes de crédit de notoriété associées aux positions sociales, par l'effet de la nomination officielle. En effet :

La nomination officielle, c'est-à-dire l'acte par lequel on décerne à quelqu'un un titre, une qualification socialement reconnue, est une des manifestations les plus typiques de la violence symbolique légitime qui appartient à l'Etat ou à ses mandataires. En tant que [classement officielle] d'une identité officielle, elle arrache son détenteur à la lutte symbolique de tous contre tous en imposant la perspective universellement approuvée (P. Bourdieu, 1987. p.161).

Ainsi, l'acte de nomination étatique est l'un des véritables fondements des actes pratiques de connaissance et de reconnaissance. Inscrit sur le corps des agents sous la forme d'une disposition constitutive de l'habitus, il vise à opérer la démarcation magique, à fixer les hiérarchies. En l'occurrence, celles qui séparent ceux qui sont appelés, dans la sphère politico-administrative, pour exercer le pouvoir de consécration qui leur est reconnu et ceux qui, lorsqu'ils ne sont pas nommés, s'en trouvent tout autant exclus que soumis. Cette soumission, derechef, loin d'être volontaire, est le produit d'un pouvoir inscrit dans leurs corps (le pouvoir symbolique) sous la forme d'un système de schèmes de classement, de dispositions¹⁴ à contempler, à admirer et à respecter l'autorité qui s'exerce sur eux.

C'est pourquoi, de par son pouvoir symbolique de nomination - nomination officielle, la seule fondée ou légitime dont, devenu « méta-capital », il détient le monopole - l'Etat se dote du pouvoir extraordinaire de produire la noblesse : la « noblesse d'Etat », c'est lui qui la fait, la reconnaît et la décerne sous la forme d'honneurs, de titres et des consécrationes. Dit autrement, ces actes de nomination sont aussi ceux des patronymes censés appartenir (à), habilités à faire l'Etat. Celui-ci attribue ou se donne donc les noms de sa noblesse. Et l'on s'étonne, quelques fois et même toujours (ignorant cette vérité), de voir les mêmes patronymes caracolés dans son pré-carré : les Mba, les Bongo, les

¹⁴ Comme toute institution rappelle Bourdieu, lu par R. Lenoir, « l'Etat, au sens de Durkheim, existe deux fois, d'une part dans l'objectivité à l'état des structures matérielles et d'institutions, et dans la subjectivité, dans les structures mentales et les représentations sous forme de principes de vision, de systèmes de classement ». Cf. R. Lenoir, « L'Etat selon Pierre Bourdieu », *Sociétés Contemporaines*, Vol. 3, n° 87, 2012, pp. 123-154.

Gondjout, les Chambrier, les Assélé, les Myboto, les Immaugault, les Maganga-Moussavou, les Nzouba-Ndama...

Et la presse ne s'y trompe pas lorsqu'elle parle, (Le Temps, N° 596, 2017), « des noms élus » du sommet de l'Etat ou encore, « l'entrée massive des fils et des filles d'anciens commis de l'Etat, mode de gouvernance au sommet de l'Etat », « La République des "fils de" » (Le Mbandja, N° 416, 2017). De surcroît, force est de constater que « le coup de libération », argument princeps du nouveau pouvoir, a eu pour effet (pervers) de renforcer la nature onomastique de l'Etat : le Gabon, « un pays d'Afrique centrale où le népotisme "traditionnel" ne choque pas plus que ça » ; « Brice Clotaire Olingui Nguema cherche à tenir le pays, à défendre son unité d'ensemble, tout en maintenant la structure du pouvoir » (Afrique Magazine, N° 445, 2023). Cette ordination d'une « noblesse d'Etat » par le moyen du nom découle d'une configuration particulière de l'Etat au Gabon. Selon A. Ondo Essono (2016. p.144), « configuration qui s'exprime dans ce que nous nommons le principe de la double gravitation ascensionnelle. Cette double gravitation s'articule autour du noyau central, la famille, et se renforce à la marge, par le clan – au sens sicilien du terme – parce qu'il intègre jusqu'aux alliances matrimoniales ».

C'est ainsi que cette classe des actes étatiques tant de nomination que de consécration (l'Etat dit d'un agent ce qu'il est, donc le consacre officiellement, bref le nomme), à laquelle il confère du sceau d'universalité dans les limites de son ressort, se décline généralement dans sa théâtralité au quotidien, sous la forme d'une surface courbe. En effet, après le choix de son président (le chef de l'Etat) et de son agent de (inter)médiation (le premier ministre), s'égrène alors le long chapelet de consécration des certifiés de l'Etat autorisés à circuler ou à être présents dans ses espaces de pouvoir, à travers la composition du gouvernement et le déploiement des membres des cabinets ministériels, des responsables des directions et services. Aussi faut-il préciser que ces verdicts, par lesquels l'Etat exerce son pouvoir symbolique de nomination, mettent un seuil au marchandage sur la qualité des personnes ou à l'arbitrage sur la juste distribution des noms, parce qu'ils sont proclamés au nom de tous, devant ou en présence de tous, leur conférant ainsi, rappelle P. Bourdieu (1986. p.13) « l'universalité pratique de l'officiel ».

1.2. Sommet de l'Etat sur scène

Suite à la production de ses classements, il revient maintenant à l'Etat (détenteur du monopole de l'universel), de faire connaître, de rendre public, à l'échelle de son territoire de l'énonciation des normes, les récipiendaires, les nouveaux dépositaires de sa force légitime. C'est à ce moment-là que l'effet d'amplification des médias vient redoubler l'effet d'universalisation de l'Etat. A ce titre, la télévision d'Etat (RTG 1 rebaptisée Gabon-Télévision), qui diffuse depuis Libreville tout en bénéficiant d'une couverture nationale, renforcée aujourd'hui par les réseaux sociaux, présente au grand jour, publiquement, devant tout le monde (une façon de nous prendre à témoin et de nous amener à ratifier), les nouveaux mandataires de l'Etat, les dépositaires de son point de vue, institué en tant que point de vue légitime. Elle est donc chargée de montrer les cérémonies de passation de services, des charges et offices (estrades, scènes, tréteaux, faste, appareil, etc.) - s'associant ainsi à l'effet d'homologation, c'est-à-dire s'assurer de parler la même chose quand on parle des mêmes personnes, des mêmes noms, en un mot, conquérir le consensus sur les personnes dévoilées, reconnues¹⁵.

Ainsi, pendant les grandes livraisons où l'Etat divulgue, voire dévoile, au grand jour, à la vue de tous, la « rationalité performative » de ses opérations de nomination, le cours de la vie au Gabon semble marqué un coup d'arrêt. En effet, la veille dans les familles, les gabonais sont scotchés en grande partie au petit-écran, soit pour savoir si leurs patronymes ont été refaits, maintenus ou élevés au rang de totem, soit pour connaître quels patronymes sont devenus, convoquant Y. Winkin, (2005. p.72) « leurs nouveaux autels de sanctitude ». C'est ainsi que, par exemple, à Libreville :

Le silence et la concentration s'établissent dès que commencent les « vraies choses, c'est-à-dire les nominations. La tension est à son acmé dans les foyers des bénéficiaires potentiels de la « communion » et dans ceux d'anciens « communiants » craignant de ne plus être appelés à la « table du seigneur ». Mais même dans les foyers non directement concernés, l'attente n'est pas moins perceptible, histoire d'exulter en cas de nomination d'un « parent, ami et connaissance » ou de se féliciter de l'éviction de tel ou tel qu'on n'aime pas (G. Rossatanga-Rignault, 2005. p.22-23).

¹⁵ Comme le rappelle P. Bourdieu, « être, c'est être perçu. L'abondance des micros, des caméras, des journalistes, des photographes est [aujourd'hui], la manière du skeptron homérique, la manifestation visible de l'audience, du crédit, de l'importance sociale des actes et des paroles. [La télévision] qui, en enregistrant, éternise, a pour effet de solenniser. Il s'ensuit que l'intervention de cet instrument de perception et d'objectivation désigne des situations où les hommes politiques sont en représentation, agissant pour être vus agissant, donnent la représentation du bon représentant ». Lire P. Bourdieu, « La représentation politique », *ARSS*, Vol. 36-37, 1981, pp. 3-24.

A l'issue de ces opérations étatiques de classification, on ne peut que s'étonner de l'effet de ces titres sociaux de crédit dont bénéficient les personnes investies¹⁶. D'un côté, ils multiplient la valeur de leur porteur, de l'autre, ils amplifient l'intensité et la portée de la croyance en leur consécration, par-delà les limites de la capitale (Libreville). Le but inavoué étant de mieux souligner, voire ancrer la ligne ou la limite entre ceux qui sont et seront toujours en haut (les en-haut d'en haut) et ceux qui ne sont pas ou ne le seront jamais (les en bas d'en bas). Cette ligne de partage, consacrer la différence, est mise en relief dans les rituels populaires de présentation des promus, dans leurs localités d'origine.

En effet, après la cérémonie d'installation à Libreville, l'urgence est de se faire reconnaître dans sa contrée d'origine pour y recevoir, dans un rapport à la tradition et à ses puissances numineuses, le pouvoir populaire de légitimation : On reçoit ainsi :

D'un "sage" ou d'un "chef traditionnel" des "bénédictions" (souffle dans les mains que l'on fait passer sur le visage et au niveau des hanches) et des attributs du pouvoir (chasse-mouches, torche indigène, peau de félin, port d'un pagne, port sur les épaules par les populations, etc.) dans une ambiance rythmée par des chants, des danses et cris de joie (P. Ondo, 2011. p.23).

Ces manifestations folkloriques marquent, à cet effet, la consécration populaire de la personne promue aux dignités politico-administratives. Autrement dit, ces cérémonies de « présentation aux populations » (selon le terme en usage), nonobstant leur caractère populaire, sont avant tout des rites d'investiture. Et, à ce propos, elles opèrent solennellement une différence entre ceux qui sont présentés (mis à part, distingués, en haut, etc.) et ceux qui ne sont pas et même ne le seront jamais (écartés, vulgaires, en bas, etc.) ; instituant ainsi, dans les esprits et dans le langage, un principe de vision des divisions de l'Etat : grand quelqu'un/petit quelqu'un, les en-haut/les en bas, Mamadou/Makaya, dignitaire/subalterne, responsable/subordonné, etc...

De manière différente, elles consistent, pour reprendre P. Bourdieu, (1982. p.59) « à sanctionner et à sanctifier, en faisant connaître et reconnaître, une différence

¹⁶ Selon l'heureuse formulation de Bourdieu, « la logique de la nomination officielle ne se voit jamais aussi bien que dans le cas du titre. Il est une sorte de règle juridique de perception sociale, un être perçu garanti comme un droit. C'est un capital symbolique institutionnalisé, légal (et non plus seulement légitime) ». Lire P. Bourdieu « espace social et genèse des "classes" », *ARSS*, Vol. 52-23, 1984, p. 8. Autant dire que c'est la valeur institutionnalisée du titre qui détermine, ici, la valeur du nom.

(préexistante ou non), à la faire exister en tant que différence sociale, connue et reconnue par l'agent investi et par les autres ». Mais le coup de force symbolique de l'opération de nomination n'opère pas seulement pour l'omni-connaissance de l'agent investi, de manière à obtenir une unification réelle ou symbolique de sa reconnaissance dans toutes les régions de l'espace social. Il mobilise quelquefois les registres de la familiarité, de façon à adoucir, voire à euphémiser les distances et les hiérarchies sociales, en rendant « possible une appropriation familière de noms distingués ou de personnages très hauts placés ».

La presse écrite se fait alors l'écho d'un tel rituel d'exposition : d'une part, dans l'exemple de "présentation aux populations"¹⁷ du ministre de la Culture et des Arts, Dr Armande Longo-Moulengui, dont la cérémonie traduit cet état de choses : « Promue ministre de la Culture et des Arts, lors du dernier remaniement, Dr Armande Longo-Moulengui a séjourné au tout début du mois en cours à Koula-Moutou, ville dont elle est native. Lors de ces retrouvailles [ténues au] chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo, elle a été présentée officiellement aux populations par le doyen politique de la localité Martin Fidèle Magnaga. En présence des figures emblématiques de la dite contrée, Guy Nzouba Ndama, Blaise Louembe, Dominique Bouengoures, etc. » (L'Union, 2025, p.11).

Et, d'autre part, par l'utilisation des noms, surnoms, sobriquets, diminutifs ou encore de sigles attribués à la même personne, comme monnaie quotidienne des actes de nomination. Ali Bongo : [L'Aube, N° 92, juillet 2015], « ce petit-là, le gamin », Ojuku ou [La Une, N° 143, décembre 2015], « Igbo » ; [dans L'Objectif, N° 43, 2015], « étranger sans papier », « frère lumière », le pousse-pousse » ; [dans AM, N° 373, 2017], « tsunali » ; [dans Le Moustique en colère, N° 8, octobre 2017], « poule aux œufs d'or », « le mal élu », « l'enfant-roi »... Jean PING : Mao, le chinetoque, le sino-gabonais, le Nkomi, le fils d'Omboué ; [dans Jeune Afrique, N° 2905, septembre 2016], « le courtisan madré »... Antoine MBOUMBOU MIYAKOU : le varan national, ya Mboumb, le tripatouilleur... Pierre

¹⁷ Un autre exemple, parmi d'autres tout aussi révélateur, est celui de Séraphin Akure-Davain, "présenté" lui aussi : « Les populations du Moyen-Ogooué se sont donné rendez-vous à l'aéroport de Lambaréné le samedi 1^{er} mars 2025. Il était question, pour elles, non seulement de célébrer et d'honorer la nomination au gouvernement de leur fils, frère et père, Séraphin Akure Davain, mais au aussi de remercier le chef de l'Etat, Brice Clotaire Oligui Nguema, pour cette marque de confiance, à la suite d'une marche populaire » (Le Mbandja, 2025 : 5).

Claver MAGANGA MOUSSAVOU : Magmouss, le chômeur de luxe¹⁸, sa suffisance, le bouvier de Moutassou... Marie-Madeleine MBORANTSUO : les 3M, la Tour de pise... Brice Lacruche ALIANGA : BLA, le messenger intime, « qui boude bouge ».

Cette alchimie symbolique procède aussi sur le corps du promu, aux fins d'incarner son nouveau pouvoir de consécration (la fonction occupée). Commence alors un travail de légitimation visant à construire le « schéma postural » ou l'hexis corporel d'une personne en responsabilité (manière, tenue, comportement, déférence, etc.) : un "grand quelqu'un", comme on le dit communément. Quid de ce travail de légitimation ? Il consiste à donner au récipiendaire, d'après P. Bourdieu, (1980a, p.227) « une forme élémentaire d'institutionnalisation ». Plus précisément, pour que ce rituel prenne et opère ou que le sacrement soit efficace et légitime, reçu et accepté, il doit impérativement s'accompagner des attributs ou des ornements visibles, c'est-à-dire, selon P. E. Schramm (1981, p.166), « des objets qui désignent le pouvoir et qui constituent son appareil visible », et qui s'imposent aux nouveaux entrants comme un droit d'entrée¹⁹.

On notera fort bien, dans ce sens, que les véhicules de fonction ou de commandement des présidents, ministres et autres secrétaires généraux des grandes institutions sont immatriculés aux acronymes de celles-ci : PAN (Président de l'Assemblée Nationale), PSN (Président du Sénat), PM (Premier Ministre), PCES (Président du Conseil Economique et Social), PCND (Président du Conseil National de la Démocratie), PCNC (Président du Conseil National de la Communication), etc. Ces signes sigillaires (marqués au sceau de l'Etat), ce sont aussi bien l'écharpe, la toge, l'hermine, la voiture officielle à cocarde que l'escorte, le protocole, la posture, la précedence et, affirme Cl. Haroche, (1996, p.219), « la déférence ».

Mais toute cette symbolique de l'Etat n'a pas pour but de mettre plein la vue, de bluffer les participants, au contraire cette symbolique stéréotypée du pouvoir vise aussi,

¹⁸ L'ensemble des désignations vient aussi bien de la presse, des militants que des adversaires (politiques). C'est ainsi que le leader du parti, Les Démocrates, nomme « bourou bourou » (désordonné), le président-candidat Ali BONGO. Ce dernier fut également désigné par « Niveau 4^{ème} pousse-pousse » (le niveau d'étude d'Ali BONGO dont le père n'a ménagé aucun effort pour le pousser), par un des leaders d'un autre parti, L'Union Nationale.

¹⁹ Cette séquence théorique s'apparente au « pivotement rituel », notion chère à Van Gennep, qui montre, d'après M. Segalen, que pendant la circoncision par exemple « l'être social est d'abord séparé du cours ordinaire des choses, il mène une existence liminale, puis se trouve réintégré avec un statut nouveau ». Lire M. Segalen, Rites et rituels contemporains, Paris, Nathan, 1998.

et peut-être avant tout, à contrôler le dépositaire de l'autorité déléguée, lui rappeler qu'il n'agit pas en son nom propre et proprement personnel, ou de sa propre autorité mais en tant que mandataire autorisé. Et à ce titre, comme le dit R. Lenoir (2014, p.12), « la symbolique du pouvoir [est] le pouvoir à l'état réalisé et pas seulement à l'état de signes ». A cet appareil, on peut adjoindre le vêtement²⁰ (uniforme, habit de cérémonie, costume de ville), l'ornement (bijoux, lunettes, montres, décoration, etc.) et les soins corporels (maquillage, coiffure, manucure, parfum, etc.). Tout ceci est subordonné à la production des « symboles signifiants »²¹, disons, visant à construire, de l'avis C. Geertz suppléé par Cl. Haroche (art. cit.), « le territoire des signes rituels de la domination ».

Dans un autre registre, le distingué²², le mandataire de l'Etat, le détenteur du pouvoir délégué de légitimation - c'est-à-dire celui qui détient le point de vue autorisé d'un agent autorisé ou le point de vue légitime du porte-parole autorisé²³ - peut être amené, pour renforcer l'ordre établi, à produire l'habitus. Décrivant ici l'incorporation d'un « nomos », entendu comme schème cognitif, principe de di-visions accordé à cet ordre ou, en s'autorisant davantage P. Bourdieu (op. cit.), « comme pouvoir de définir conformément à ses propres intérêts les principes de définition du monde social [dont] l'enjeu est le pouvoir de s'approprier tous les profits symboliques associés à la possession d'une identité légitime ».

C'est ainsi qu'on entend dans les bureaux et autres services administratifs, et en présence des usagers, les formules, telles que « ici c'est moi le patron », ou encore « je ne vous l'autorise pas », comme pour dire « c'est moi qui ai autorité pour autoriser ou bien qui suis autorisé à autoriser ici ». Au Gabon, de manière générale, cette soumission, des

²⁰ Goffman parle à cet effet, du « territoire du moi ». Notion qui, empruntée à l'éthologie et objectivée dans *Les relations en public*, (second volume de *La mise en scène de la vie quotidienne*), ramasse pêle-mêle le territoire corporel et ses ramifications (serviette, costume, portefeuille, sac à main, etc.).

²¹ Ce concept réfère prioritairement à la grille de lecture interactionniste de G. H. Mead. Toutefois, « Goffman étend à la gestion de la coprésence corporelle les acquis de la théorie meadienne des « symboles signifiants. Pour Mead, des choses, des signes ou des gestes deviennent des symboles signifiants quand ils déclenchent les mêmes réactions chez les émetteurs et chez les destinataires ». Cf. L. Quéré, « La vie sociale est une scène. Goffman revu et corrigé par Garfinkel » in *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit, 1989, pp. 47-82.

²² Ce qualificatif se fonde, entre autres, sur le fait que le président Ali Bongo Ondimba, et implicitement tous les hauts dignitaires du parti, le PDG (Parti Démocratique Gabonais), s'appelaient « Distingué camarade ». Une façon de mettre l'accent sur sa dignité, sa grandeur, son élévation, son prestige, bref sur le fait qu'il rayonne et fait rayonner tout autour de lui.

²³ Sur tous ces points précis, notamment sur le pouvoir délégué de légitimation du mandataire de l'Etat, « doté de la plena potentia agendi et loquendi », voir P. Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *ARSS*, N° 52-53, 1984, pp. 49-55.

agents des classes et fractions de classe dominées, se traduit dans des manifestations visibles, notamment par la maladresse, l'embarras verbal, les bégaiements, les courbettes, les pas au trop. Autant de façons de consentir, d'adhérer, bref par des « rites statutaires » qui sont au principe de la violence symbolique²⁴. Chaque détenteur de position de pouvoir, à quelque échelon que ce soit de l'échelle administrative, se trouve encerclé d'une flopée de suiveurs, des anonymes, des sans noms (confidents, intermédiaires, médiateurs, etc.), qui lui voue un culte immodéré. Par exemple, à l'arrivée d'un membre du sommet de l'Etat, à l'occasion des deuils, des mariages ou de toutes autres cérémonies, ces « béni oui-oui » s'avanceront vers lui et presque à tour de rôle - à l'aide d'un usage symbolique de leur corps que trahit les gestes révérencieux et adulateurs (les salutations, les compliments, les excuses, les évitements, les hochements de tête, les sourires convenants ou narquois, les jeux de pas, etc.).

2. Système de différence sociale dans l'ordre symbolique des rites de distinction

En instituant Libreville comme le ressort du monopole institutionnel de l'exercice du pouvoir légitime, cette disposition opère une césure, une coupure décisive dans l'ordre symbolique des écarts, en consacrant à la face de tous, une frontière, mieux une différence symbolique, entre Libreville et les autres provinces. Pour le dire différemment, cette disposition officielle, par son efficacité performative, inculque et impose, à l'échelle du territoire, les catégories de l'entendement et d'évaluation qu'incorporent les agents et qui, en cela, sont reprenant P. Bourdieu (1994, p.124) « le fondement du conformisme logique (...) d'un accord immédiat ».

2.1. Ordre symbolique : l'« entre-soi » dans les espaces de distinction

L'un des premiers écarts distinctifs observables, séparant les habitants de Libreville entre eux, demeure celui, toute proportion gardée, entre les familles au nom « patronymique »²⁵ et, selon l'expression de P. Bourdieu (1996, p.3), « les familles sans

²⁴ « La violence symbolique, selon Bourdieu, est cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (...) lorsque les schèmes qu'il met œuvre pour s'apercevoir et s'apprécier ou pour apercevoir et apprécier les dominants (élevé/bas) sont le produit de l'incorporation des classements, ainsi naturalisés, dont son être social est le produit ». Lire P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, 316p.

²⁵ Cette famille au nom patronymique, dont les membres portent un nom unique, est aussi désignée par famille homonymique. Le fondement de cette homonymie est que le nom - capital symbolique du groupe (honneur, valeur, reconnaissance, etc.), et par surcroît capital social (étendue, qualité du réseau de relations, rendements, etc.) - est un crédit ou, si l'on veut, une espèce de capital dont jouissent les homonymes et qui peut être profitable à tous si

nom »²⁶. En effet, si la différence nominale paraît sans importance, sans doute marquée par la trivialité du quotidien, le "cela va de soi". Mais l'écart institué est saisissant : les premières habitent les "beaux quartiers", voire "quartiers d'affaires". C'est l'exemple du triangle magique Batterie IV/Bord de mer, Kalikak, Haut / bas de Gué Gué, ou encore des 2A (Akanda, Angondjé) dont l'intersection laisse poindre la Sablière, ce microcosme réservé aux riches et aux puissants. Ces quartiers huppés, auxquels il faut adjoindre Damas et le Charbonnage, livrent parfois avec ostentation leurs villas cossues et leurs immeubles luxueux, protégés par des hautes clôtures, des caméras de surveillance, des interphones et des gardiens.

Cette ostentation va cependant de pair avec un ostracisme rampant, les "quartiers chics" de Libreville discriminent les personnes à l'entrée. C'est un attribut du pouvoir parmi d'autres, affirmation publique, pour reprendre M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot (1992, p.7-8), « de la "prééminence des positions atteintes" des résidents dont le nom, le renom, le raffinement des maisons et la stylisation de vie assignent à ces quartiers une « "griffe spatiale", c'est-à-dire plus qu'une marque, l'authentification de l'appartenance à un univers hors de l'ordinaire ». Comme pour le dire autrement avec R. Lenoir (2016, p.288), reprenant P. Bourdieu, « un quartier chic, tel un club fondé sur l'exclusion active des personnes indésirables, consacre symboliquement chacun de ses habitants en lui permettant de participer au capital accumulé par l'ensemble des résidents »²⁷.

Une dernière caractéristique peut être relevée, c'est que ces quartiers de bonnes familles, qui répugnent les intrus et se donnent l'entre-soi pour règle, doivent également leurs positions dominantes à un mode reproduction à composante scolaire. Les enfants,

l'un d'entre eux "se distingue ou est distingué". Comme le rappelle fort bien P. Bourdieu, « la consécration sociale que confère la nomination fonde une véritable solidarité d'intérêts symboliques qui, en identifiant l'identité individuelle à l'identité collective, fonde un esprit de corps, sentiment de solidarité avec le groupe lui-même, son nom, son honneur, etc., et avec ses membres ». Pour en savoir plus sur l'homonymie patronymique et le corps familial, lire P. Bourdieu, « Effet de champ et effet de corps », *ARSS*, Vol. 59, 1985, p. 73.

²⁶ L'expression « sans nom » n'est pas fortuite, voire gratuite aujourd'hui au Gabon. Car l'Etat est l'espace d'une lutte symbolique entre « "ayants droit" ou "fils de", ceux-là qui ont un nom » et les "sans-noms". Lire « le temps des "sans-noms" », *Echos du nord (confidentiel). Hors-série*, N° 70, Jan. 2025, pp. 2-9.

²⁷ Comme le précise P. Bourdieu lui-même, « en effet, certains espaces les plus selectes procurent du capital social et du capital symbolique, par l'effet de club qui résulte du rassemblement durable dans les quartiers chics ou des résidences de luxe des personnes et des choses qui, étant différentes du plus grand nombre, ont en commun de ne pas être communes, c'est-à-dire dans la mesure où ils excluent tous ceux qui ne présentent pas toutes les propriétés désirées ou qui présentent une (au moins) des propriétés indésirables ». Pour une lecture topique, lire P. Bourdieu, (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, « Points », 1993, 1460p.

« les héritiers »²⁸, bénéficient des transferts ou des orientations vers les écoles et les établissements de luxe ou, pourquoi pas, de réussite (René Descartes, Lycée français, Michel Montaigne, les Rubans verts, Berte & Jean, etc.). Le sens commun à Libreville baptise ces quartiers de « cités des immortels »²⁹. Elles sont habitées, ceteri paribus, par les membres du sommet de l'Etat : les « Mamadou »³⁰ qui, le temps d'un Week end ou des jours fériés, emmènent leurs progénitures, cette jeunesse dorée, dans les lieux de villégiatures qui sont également, à bien des égards, des espaces de la mise en ordre du hasard des rencontres amoureuses.

Tout comme la préférence va aussi très souvent à l'endroit, e.g., du "Club Saoti", de "Michel Marine" où ces enfants font l'apprentissage du tennis, du billard, voire du bowling, tout en jouissant des moments de partage et de convivialité avec les espaces piscines. Ce sont les membres de cette bonne société, auxquels s'ajoutent les européens et syro-libanais (diplomates, hommes d'affaires), qui prennent d'assaut les infrastructures hôtelières : celles entre le stade de l'Amitié-sino-gabonaise d'Angondjé et l'aéroport international Léon Mba (Onomo, Nomad, Hecolia), en passant par la Sablière, avec la luxueuse résidence hôtelière le "Maïsha", l'Etoile d'or et la résidence hôtelière du Phare. Et celles du Bord de mer (Radison Blu, Parc Inn) jusqu'à la grande ville administrative, où se positionne le Cristal (ex-Monts-de-Cristal), ne sont pas en reste.

La spécificité de ces " Grands étoilés", outre leur front de mer ou vue sur l'océan (pour certains) et la gamme de services exclusifs (piscines, salle de sport, courts de ping-pong, de tennis), est renforcée par une restauration de premier choix (menu et carte), qui attire ces bobos (bourgeois bohèmes)³¹. Les plats proposés sont conçus par des grands chefs et les grands crus sélectionnés par les meilleurs sommeliers, donnant ainsi accès à ce qu'A. Ondo Essono (2014, p.94) appelle « la civilité gourmande » : véritable démonstration de la maîtrise des codes occidentaux de classification. Cette stylisation de vie des Stände

²⁸ Sur ce point, voir P. Bourdieu & J.-C. Passeron, Les héritiers. Les étudiants et la culture, Paris, Minuit, « Sens commun », 1964, 192p.

²⁹ Le nom commun « cités des immortels » désigne un substantif populaire pointant le luxe des villas et des appartements des membres de la haute société gabonaise. Cet appareil laissant augurer l'immortalité des propriétaires.

³⁰ Les « Mamadou » renvoient aux multiples fractions de la classe dominante par opposition aux « Makaya », ces "laisser pour compte", ces masses populaires. Sur l'articulation de cet antagonisme au niveau politique, voir F. Békale, « Le "Makaya" gabonais », Politique africaine, N°26, Juin 1987, pp. 112-114.

³¹ Sur cet aspect, lire Jeune Afrique (Les riches. Plaisirs, manies, spots secrets, tendances), N° 2744/2745, Août 2013, p. 27.

gabonais repose, en effet, aussi bien sur l'ambition gnoséologique du bon classement, c'est-à-dire le sens de sa position sociale - ce que revisitant E. Goffman, Y. Winkin (1990, p.59)³² appelle « sense of one's place » - que sur le mode de domination en vigueur.

2.2. Ordre symbolique : l'« entre-les-deux » dans les milieux populaires

Puisque le bon classement va de pair avec le mauvais classement, tel un Janus bifrons. Il s'ensuit que les secondes, les "dernières", les familles « sans nom » (les « Makaya ») habitent les bas-quartiers, les "Matitis", les "Mapane" (Akébé plaine, Atsibi Ntsos, Cocotiers, Kinguélé, Derrière la prison, Venez voir, etc.). Ce sont, en général, des habitats spontanés et précaires ; précisément des maisons en planches ou en briques, d'ordinaire sans crépissage, abouchées les unes aux autres et dont l'enclôture formée handicape la circulation piétonne. Ce qui révèle au grand jour une forme d'accoutumance pour la construction au gré des opportunités et des espaces disponibles, couramment à la lisière des lits de rivières et prédisposés aux inondations³³. Cette "ténuité", de même que la promiscuité des habitations, est propice aux incendies et soulève l'épineux problème de l'entassement des ordures ménagères avec pour conséquent la forte présence des animaux nuisibles, tels les rats, les cafards, les mouches et les chiens errants.

De même que ces « Makaya » savent rester à leur place, avec des conduites qui reflètent l'expérience de la place occupée. Leurs enfants incorporent simultanément ces principes de classement qui leur permettent de connaître leur place et à s'y tenir. C'est ainsi que ces derniers ont pour jeu de prédilection le football sur « des terrains minés », quand ils ne jouent pas au « King off »³⁴ chez un « Malien »³⁵, et apprennent, pour l'essentiel, dans les établissements locaux, pour ne pas dire, en interpellant G. Nguema Endamne (2011, p.9), dans cette « école pour échouer ». Cependant, sans être un phénomène à la marge, la présence, dans les mêmes univers sociaux, des agents occupant

³² Et P. Bourdieu de renchérir en disant que chaque agent a une connaissance pratique de sa position dans l'espace social, par « un sense of one's place [selon l'expression de Goffman] les agents se classent eux-mêmes, s'exposent eux-mêmes à la classification en choisissant, dans l'espace des biens et des services disponibles, des biens qui occupent une position homologue dans cet espace à la position qu'ils occupent dans l'espace social ». Voir P. Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1987, 229 p.

³³ A ce propos, lire M.-D. Mouganga, « Les inondations à Libreville : problèmes de pauvreté ou mauvaise occupation des sols ? », *Revue de l'IRSH*, Vol. 9-10, n° 9-10, 2006, pp. 113-127.

³⁴ Ce sont des jeux vidéo dont la console et l'écran sont encastrés dans une caisse en bois et où le joueur se doit d'introduire une pièce de 100F cfa pour entamer une partie.

³⁵ Les Maliens furent, entre autres, les premiers à assaillir les petites échoppes des quartiers populaires. Ce nom leur a survécu pour désigner aujourd'hui tout épiciers étranger.

des positions sociales antagonistes renvoie, dans la lutte des classements, à une sorte d'oxymoron social que constitue, pour reprendre R. Lenoir (art.cit.), la « proximité à distance ».

C'est ainsi que certaines résidences des membres de l'establishment sont engoncées dans les quartiers populaires. Ces « en-haut- d'en haut » leur communiquent le prestige et le blason attachés à leur nom. Ce renom et la valeur architecturale des maisons transforment l'espace physique habité en un lieu désirable, chargé d'éclat et de considération ou, si l'on préfère, le transforment symboliquement en haut du pavé. Sans doute peut-on dire que ces quartiers naissent de nouveau, en se parant d'une identité sociale valorisée. La preuve, certains d'entre eux portent les patronymes de ces « Mamadou » que s'approprient leurs habitants, en termes d'adresse, s'arrogant par conséquent, ce que P. Bourdieu (op.cit.) appelle « les profits de localisation ». A la faveur de cette homonymie nominale (nom/quartier) on entend, par exemple ici et là, l'expression : « habiter chez les Labouba, à Okinda, à Amissa ». Ces patronymes, dans ces univers populaires, deviennent aussi, en quelque sorte, ce qui rend envisageable l'accord dans le désaccord d'individus placés dans des positions sociales antagonistes (haut/bas, riche/pauvre, etc.).

Ils ont cependant un rapport à la clôture, clôturer les voisins sans les intégrer³⁶, signifiant bien aux dires de J. C. Chamboredon et de M. Lemaire (1970. p.3), relayant autrement le propos de R. Lenoir (op.cit.), qu'il y a « proximité spatiale et distance sociale »³⁷. Il y a donc lieu de dire qu'il y a voisin et voisin : voisin dans le rapport au même, au semblable (clôture-intégration = dispositions et intérêts semblables) et voisin dans le rapport à l'autre, au différent (clôture-exclusion = schèmes et intérêts dissemblables).

³⁶ Mais pouvait-il en être autrement ? Puisque cette espèce de culture dominante (la patronymie) ne contribue pas à l'intégration de la société dans son ensemble, mais en particulier à « l'intégration réelle de la classe dominante (en assurant une communication immédiate entre tous ses membres et en les distinguant des autres ». Sur le rapport entre culture dominante et classe dominante, Marx revisité par Bourdieu, lire P. Bourdieu, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, N° 3, Mai-Juin 1977, pp. 405-411. Et sur celui entre Patronymie et classe dominante, Cf. A. Ondo Essono, *Onomastique et lutte des classements au Gabon*, Thèse de doctorat NR de sociologie des institutions et des imaginaires politiques de l'Afrique contemporaine, Libreville, UOB, 2014, 330 p.

³⁷ Pour une lecture mordante des rapports de force et des schèmes classificatoires dans ces groupes différents. Lire J. C. Chamboredon et M. Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale », *RFS*, 11, 1970, pp. 3-33.

Mais d'un autre côté, la double détente des agents dominants et dominés, dans ces quartiers populaires, ouvre la carrière à d'autres types de « proximité distante ». Le fait, par exemple, pour un « ponté » d'habiter un tel environnement lui vaut le qualificatif d'« être simple, effacé, sans complexe... », « pas du tout hautain, orgueilleux » ; et si par un concours de circonstances, il participait à une cérémonie de deuil ou mariage dans le quartier, parce qu'il peut être un homme politique de la contrée ou parfois un parent qui « vient parrainer » un mariage : voilà « il sait se faire petit », « se mettre à notre niveau ».

Or toutes ces phrases impliquent pourtant la reconnaissance de la distance ou, si l'on veut, la transgression symbolique de la limite pour s'assurer concomitamment les avantages de la conformité de sa définition et les profits de la transgression. Il faut reconnaître, qu'il s'agit :

Des stratégies de condescendance par lesquelles [un agent] occupant une position supérieure dans une des hiérarchies de l'espace objectif peut se servir des distances objectives de manière à avoir les avantages de la proximité et les avantages de la distance, c'est-à-dire la distance et la reconnaissance de la distance qu'assure la dénégation symbolique de la distance (P. Bourdieu 1987, p.152).

On entend toujours dire dans ce sens : « il peut faire comme tout le monde, il peut être avec nous, malgré... Regardes toi-même, il n'est pas comme des gens comme nous »³⁸.

Conclusion

Rappelons, pour reprendre E. Goffman (op.cit. p.18), que « la vie sociale et la vie publique sont coextensives ». Ce qui signifie, toujours pour E. Goffman (op.cit.) prolongé par L. Quéré (1989, p.54), que « la vie sociale est une scène ». C'est-à-dire le lieu de la gestion des impressions, de la manipulation de présentation de soi, surtout, de la position sociale. Au Gabon, en l'occurrence, ces « comportements d'exposition » tirent leur toc de

³⁸ C'est le verbatim d'une enquêtée interviewée, hors champ, après notre entretien avec feu le Général J. C. Labouba, sur la nécessité, voire « l'urgence aujourd'hui, selon ses mises en mots », de la dation du nom (le nom du père) aux enfants. Entretien à son domicile, en octobre 2019, dans le quartier dont le nom éponyme (Labouba) a surclassé l'ancienne appellation (Mindoubé 1). Au cours de cet entretien, sans être avare de confidences, le Général dira qu'on explique très souvent « les scissions, les dissensions, voire les démissions au sein des partis politiques en termes de guerre entre des égo surdimensionnés, alors que c'est plutôt en termes de noms surdimensionnés ». Autrement dit, pour reprendre ses expressions, les démissions et les scissions à l'intérieur des partis seraient la résultante de la confrontation symbolique pour le monopole de l'imposition du patronyme légitime. Au cours de ces relations de conflits et concurrence, le nom serait donc le principe de domination dominant. Sur le patronyme comme code de classification dominant, lire A. Ondo Essono, « L'onomastique comme code de classification », *Trajectoires*, N°1, 2016, pp. 133-147.

l'Etat qui - garant de l'effet d'homologation ou, si l'on préfère, de l'universalisation dans le ressort de son aire de monopole - octroie à ses mandataires patentés (membres de l'autorité déléguée) des « symboles signifiants » ou, de manière redondante, des « processus de ritualisation ».

Car l'Etat est le garant, insiste P. Boudieu (op.cit), « du classement objectif et de la hiérarchie des valeurs accordées aux individus et aux groupes, [il] est en mesure d'imposer l'échelle de valeur la plus favorable à ses produits ». Ainsi, auréolés du bon ordre, ou du bon classement que lui confère les opérations de nomination et de déférence, la fraction dominante du sommet de l'Etat, dans la lutte quotidienne des classements, peut dorénavant jouer avec son statut, se prévaloir de ses passes droites. Autrement dit, elle peut se targuer du bénéfice (réel ou symbolique) que procure, dans les espaces de scène, les parures protocolaires du pouvoir, comme par exemple "s'asseoir avant les autres ou être présenté le premier". Plus précisément, selon E. Goffman (1988, p.214), « la priorité d'être servi, la préséance devant une porte, la préférence accordée aux places assises situées au centre, les modes accès aux différents lieux publics... ».

En fin de compte, en consacrant, c'est-à-dire en donnant une échelle de valeur positive à ses mandataires autorisés (premier rituel), concomitamment l'Etat façonne les façons de faire, les façons de parler³⁹ (deuxième rituel), en un mot les « faces », pour solliciter E. Goffman (op.cit.), de ses fondés de pouvoir, c'est-à-dire les images du moi délinéées selon leurs statuts sociaux. En vue de faciliter à ses membres imminents de préserver une face positive dans des états différents du même champ ou dans des champs différents au même moment. Mais surtout de montrer que ces dignitaires sont dignes de respect. Ce sont ces actes qui constituent le rituel goffmanien. E. Goffman (op.cit.) lui-même persiste et signe : « j'emploie le mot rituel parce qu'il s'agit là d'actes dont le composant symbolique sert à montrer combien la personne agissante est digne de respect ».

Finalement le constructivisme de P. Bourdieu et celui d'E. Goffman ont situé, les rituels de nomination et de déférence, à deux niveaux, consécutivement à l'ancrage

³⁹ J. F. Ntoutoume Emame, alias Jacky mille diplômes, (ancien Premier ministre sous Omar Bongo), avait comme inclination de commencer ses discours officiels par l'expression, aujourd'hui mémorable : « sous la très haute inspiration du Chef de l'Etat ».

théorique de chacun. L'un sur la production et l'imposition étatiques des hiérarchies de classement. L'autre sur la reproduction interactionnelle de ces actes de présentation officielle de soi au quotidien. Toutefois, ces deux paradigmes, montés grosso modo sur l'échafaud théorique du monde urbain, ont fait litière du milieu rural (traditionnel). Le dire ne relève pas d'une remarque subalterne, surtout dans un mood théorique où le trope africaniste classique du monde rural considère cet univers comme un espace totalement désarçonné. Pour cette grille de lecture classique, le rural-traditionnel, à tout le moins, reste un référent mythique qui tient du discours et non plus de la réalité.

Pourtant, une analyse rigoureuse des opérations de nomination et de déférence devrait saisir la véritable nature de l'Etat en Afrique dont la fonctionnalité est assurée par les structures familiales, ethniques et claniques. Il s'agit de réintégrer, dans une seconde rupture, les réseaux onomastiques, éponymiques et claniques du monde rural. Ce qui pourrait permettre de comprendre, en s'autorisant, entre autres, de la plus-value analytique de la sociologie de la justification ou des « ordres de grandeur » de L. Boltanski, pourquoi tel fils de la contrée, tel ressortissant clanique ou tel autre parent par alliance serait le mieux capé pour intégrer le clan des membres du sommet de l'Etat au Gabon. De manière à circonscrire, à partir des dispositifs discursifs du rapport au pouvoir, les formes propédeutiques à la mise en compétition pour être nommé et pour garantir les titres et les postes.

Références bibliographiques

ABELES Marc, 1990, « Mises en scène et rituels politiques. Une approche critique », *Hermès*, n° 8-9, p. 241-259.

BOLTANSKI Luc, 1973, « L'espace positionnel : Multipositionnalité et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, n° 14-1, p. 3-26.

BOURDIEU Pierre, 1980a, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1980b, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, p. 63-72.

BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.

- BOURDIEU Pierre, 1987, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun ».
- BOURDIEU Pierre, 1993a, « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 96-97, p. 49-62.
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993b, *La misère du monde*, Paris, Seuil, coll. « Points ».
- BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU Pierre, 1996, « Des familles sans nom », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 113, p. 3-5.
- BOURDIEU Pierre, 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, coll. « Liber ».
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, coll. « Points ».
- GOFFMAN Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. I. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving, 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving, 1988, « L'ordre de l'interaction », dans *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil/Éditions de Minuit, p. 186-230.
- HAROCHE Claudine, 1996, « L'ordre dans le corps : gestes, mouvements et postures. Éléments pour une anthropologie politique des préséances », dans Yves Deloye, Claudine Haroche et Olivier Ihl (dir.), *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique*, Paris, L'Harmattan, p. 213-232.
- JOBARD Fabien, 2012, « L'État, de l'appareil à l'apparat », *Critique*, n° 780, p. 388-400.
- LE GOFF Alice, 2012, « Identité, reconnaissance et ordre de l'interaction chez Erving Goffman », dans Daniel Cefaï et Laurent Perreau (dir.), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*, Paris, CURAPP-ESS/CEMS-IMM, p. 373-392.
- LENOIR Rémi, 2014, « L'État selon Pierre Bourdieu : une monopolisation de l'universel », *Revue suisse de science politique*, vol. 20, n° 1, p. 9-13.
- LENOIR Rémi, 2016, « Capital social et habitus mondain. Formes et états du capital social dans l'œuvre de Pierre Bourdieu », *Sociologie*, vol. 7, n° 3, p. 281-300.
- NGUEMA ENDAMNE Gilbert, 2011, *Une école pour échouer*, Paris, Publibook.
- ONDO Placide, 2011, « L'évergétisme dans l'enseignement et la production des fétiches politiques au Gabon », *Revue gabonaise de sociologie*, n° 4, p. 125-152.

ONDO ESSONO Adrien, 2014, *Onomastique et lutte des classements au Gabon*, thèse de doctorat, sociologie des institutions et des imaginaires politiques de l'Afrique contemporaine, Libreville, Université Omar Bongo.

ONDO ESSONO Adrien, 2016, « L'onomastique comme code de classification », *Trajectoires*, n° 1, p. 133-144.

PASQUIER Sylvain, 2003, « Erving Goffman : de la contrainte au jeu des apparences », *Revue du MAUSS*, n° 22, p. 388-406.

PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 1992, *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot.

PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 1997, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Sciences sociales et sociétés ».

QUÉRÉ Louis, 1989, « "La vie sociale est une scène". Goffman revu et corrigé par Garfinkel », dans Isaac Joseph et al., *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Arguments ».

ROSSATANGA-RIGNAULT Guy, 2005, « "Au titre des mesures individuelles...". Petit catéchisme des liturgies politiques gabonaises », *Rupture-solidarité*, n° 6, p. 125-152.

SCHRAMM Percy Ernst, 1981, « Les signes du pouvoir et la symbolique de l'État », *Le Débat*, n° 14, p. 166-191.

VOIROL Olivier, 2005, « Présentation : visibilité et invisibilité. Une introduction », *Réseaux*, vol. 23, n° 129-130, p. 9-36.

WINKIN Yves, 1990, « Goffman et les femmes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, p. 57-61.

WINKIN Yves, 2005, « La notion de rituel chez Goffman. De la cérémonie à la séquence », *Hermès*, n° 43, p. 69-71.